

NE PAS S'ENFERMER DANS LE RITUEL DES MANIFESTATIONS « CITOYENNES » ! IL EST URGENT DE PORTER LE COMBAT DANS LES BOÎTES, LES BRANCHES ET LES QUARTIERS POUR LES SALAIRES, LES RETRAITES ET LES INDEMNITÉS DE CHÔMAGE

Un point d'étape indispensable...

- Les **manifestations** continuent d'être « monstres » même si elles semblent avoir atteint le plafond. Les grèves sont en revanche affaiblies. Seuls des cas isolés, comme celui des contrôleurs du ciel d'Orly du samedi 11 février, sortent du lot.
- Le **gouvernement** ne bouge pas d'un iota. Même les prétendues concessions n'en sont pas. On découvre, par exemple, que le minimum de 1 200€ bruts par mois ne s'appliquera qu'aux nouveaux retraités ayant acquis tous les trimestres et abandonné l'activité salariée à l'âge légal. Les « carrières longues » sont toujours en discussion à l'Assemblée nationale entre LR et Renaissance. La prise en compte de la pénibilité est le miroir aux alouettes préféré du gouvernement à destination des syndicats. Les femmes sont, avec les seniors, les cibles de choix de la réforme : les premières soumises au chantage de faire des gosses pour ne pas travailler deux ans de plus et les seconds vont devoir accepter de travailler deux ans de plus avec la perspective très probable de consentir à des salaires au rabais pour ne pas se faire virer par les patrons.
- Pour les **chômeurs**, dont les conditions d'accès aux indemnités ont été durcies à la rentrée 2022 et la durée d'indemnisation raccourcie, et les **retraités**, dont les pensions croissent depuis des décennies nettement moins que les salaires, il n'y a rien à se mettre sous la dent. La **précarisation** des emplois avance à grand pas de telle manière que les « carrières longues » vont bientôt devenir une pièce de musée.
- Dans les **boîtes**, les rythmes de travail ne cessent de s'accélérer ; le commandement d'entreprise avec son cortège de contremaîtres, de cadres et de dirigeants en tous genres se fait de plus en plus envahissant aussi bien dans le public que dans le privé.
- Les **salaires** sont de plus en plus insuffisants pour finir dignement le mois cependant que les hausses de plus en plus individualisées et presque exclusivement octroyées au compte-gouttes dans les grandes entreprises, sont systématiquement concédées en échange de plus de travail, plus de soumission.
- Les **patrons** restent silencieux car ils ont obtenu l'assurance de la part de l'exécutif que leurs entreprises ne seront en aucune manière mises à contribution pour permettre à l'État de faire ses économies sur le dos des contributions des travailleurs. Leur seule préoccupation, totalement injustifiée au demeurant, est que le gouvernement leur impose de garder les salariés plus âgés. La publication obligatoire, qui vient d'être rejetée à l'Assemblée nationale, d'un « indice senior » était de la poudre aux yeux des travailleurs anciens. L'indice n'interdisait pas les entreprises de les virer, si besoin.
- Les **partis** de gauche comme de droite, dits d'opposition, jouent leur pièce de théâtre habituelle en simulant le combat à la vie, à la mort sous les lambris dorés de la République. Leur objectif est clair : exploiter la situation pour attirer des voix aux prochaines élections. Ils contribuent ainsi activement à imposer aux prolétaires en lutte, temps et modalités d'action subordonnés à la vie parlementaire et aux urnes, à l'instar de la proposition d'un référendum sur la « réforme ».
- Les **syndicats**, tous les syndicats, mettent toutes leurs forces à contribution pour préserver l'opinion, favorable à leur stratégie, des personnes interrogées, à intervalles réguliers, par les instituts de sondage. Ils séparent la lutte contre la « réforme » des retraites de celles, ô combien urgentes, pour des augmentations de salaires égales pour tous, du relèvement des indemnités de chômage, des hausses des pensions.

Le paritarisme et la « valeur travail », les totems sacrés des ennemis des travailleurs

- Derrière l'apparence d'un combat sans merci entre l'exécutif et les opposants politiques et syndicaux, tout ce beau monde affiche un objectif identique : préserver le **système paritaire des retraites** qui réunit à la même table pour le gérer le gouvernement, les patrons et les syndicats. Ce système se fonde sur l'illusion de la « solidarité générationnelle » qui inculque l'idée que les travailleurs les plus jeunes doivent financer les pensions de ceux qui sont à la retraite. De la sorte, on cache complètement le fait que la retraite n'est autre – et ne doit pas être autre chose – qu'un salaire qui est versé en décalé de plusieurs décennies. Si on comprend cela, il est évident que la retraite doit être payée intégralement par les entreprises et leur État, sans appeler les travailleurs à y contribuer. La retraite devrait ainsi être l'objet de luttes contre les patrons et leur État, boîte par boîte, branche par branche et toutes branches confondues exactement comme le salaire.
- L'autre trait d'union qui rassemble les patrons, les partis et les syndicats d'État est le culte religieux de la « **valeur travail** ». C'est au nom de cette valeur présumée que les uns et les autres font mine de s'affronter. Tous vivent et prospèrent grâce au travail salarié des prolétaires. En toute logique, ils s'adressent sans relâche à ces derniers pour les convaincre d'aimer leur boulot, de se réaliser comme individus au turbin. Or, les travailleurs savent bien que le travail est pour eux une nécessité pour gagner leur vie et pas une opportunité d'émancipation. Il est normal pour les prolétaires de vouloir travailler moins, moins longtemps et, si possible, bien payés. Deux logiques inconciliables s'affrontent ainsi toujours : celle des classes dominantes qui s'enrichissent et raffermissent leur pouvoir absolu sur la société au moyen de l'exploitation de la grande majorité de la population et celle des prolétaires dont le seul intérêt fondamental bien compris est d'échapper **ensemble** au commandement d'entreprise, au contrôle et à la ségrégation sociale. Lutter pour de bon contre la « réforme » des retraites, c'est combattre le paritarisme, la « valeur travail » et ceux qui la défendent.

Comment bâtir les conditions d'une lutte offensive

Tout en reconnaissant l'ampleur des manifestations, l'exécutif répète chaque fois qu'il « *ne bougera pas car la démocratie représentative prévaut sur la rue* ». Les syndicats augmentent le nombre de leurs encartés, en vertu de leur simulacre de contestation de la « réforme » et les partis dits d'opposition parlementaire se refont, à leur tour, une virginité en chahutant dans l'hémicycle. Face à l'impasse des défilés « citoyens », les syndicats menacent de « *bloquer l'économie* » en appelant à des grèves reconductibles à partir du 7 mars. Mais il n'y a pas davantage à espérer de cette perspective tant que, boîte par boîte, branche par branche, quartier populaire par quartier populaire, agence Pôle emploi par agence Pôle emploi, antenne de Caisse de retraite par antenne de Caisse de retraite, les prolétaires concernés ne s'organisent pas, eux-mêmes, dans la lutte tout à la fois pour des hausses égales des payes, des pensions et des indemnités de chômage. Séparer ces trois aspects du salaire en se battant exclusivement contre la « réforme » de la retraite tient à l'écart de la lutte beaucoup de travailleurs, de chômeurs et de retraités davantage concernés par les problèmes quotidiens bien réels au travail et en dehors.

De même, déléguer l'organisation de ce combat à des partis et des syndicats intéressés à la conservation du système paritaire des retraites affaiblit la perspective de faire payer intégralement pensions et indemnités de chômage aux entreprises et à l'État-patron. Le maximum de l'audace dont font preuve partis et syndicats oppositionnels à la « réforme » est de faire casquer les riches et augmenter les contributions patronales mais ils ne poussent jamais leur hardiesse jusqu'à casser leur jouet du paritarisme, en prétendant que tous les aspects du salaire, rémunérations, pensions et indemnités de chômage, soient intégralement financés par les entreprises et leur État. Alors, il n'y a pas d'alternative : il faut s'organiser indépendamment d'eux et se battre exclusivement pour défendre les intérêts de la classe exploitée.

**Les prolétaires ne peuvent compter que sur leur action directe
et leur organisation autonome pour gagner**

POUR LA REPRISE DE L'INITIATIVE OUVRIÈRE

Paris, 16 février 2023.